

# GÉOPOLITIQUE PROFONDE

VEILLE ET SYNTHÈSE STRATÉGIQUES SUR LES ENJEUX DE CE MONDE

## POLITIQUES PROFONDES

### État des lieux sur la Corée du Nord et la prolifération nucléaire

Le secrétaire d'État américain a annoncé la volonté des États-Unis d'entamer des pourparlers « [sans condition préalable](#) » avec la Corée du Nord, alors que le président **Donald Trump** a maintenu ses positions sur une dénucléarisation de la Corée du Nord préalable à toute discussion. Cette divergence serait due soit à des canaux de communications secrets établis vers le pouvoir nord-coréen par le département d'État chargé des Affaires étrangères US (dans le dos de la Maison-Blanche) soit la conséquence directe du dernier missile tiré par la Corée du Nord. Il s'agirait en effet d'un nouveau type de missile balistique intercontinental ; il a atteint la plus haute altitude jamais atteinte par un missile nord-coréen (4 000 km). Pyongyang a affirmé qu'il serait d'ailleurs susceptible « d'atteindre n'importe quelle partie du territoire des États-Unis » (*Médi-1 et Radio Japon international*, le 29/11/17, relevés par [Renseigner](#)).

Un coup de maître pour ce petit pays : pour peser dans les relations internationales, le choix de l'arme nucléaire permet à la Corée du Nord d'éviter le *regime change* qu'ont subi les dirigeants dans le viseur de la politique étrangère néoconservatrice. **Saddam Hussein** ou **Mouammar Kadhafi** par exemple avaient interrompu leurs programmes nucléaires respectifs. Le leader nord-coréen **Kim Jong-un** maintient que [l'objectif final de son pays est de parvenir à un équilibre des forces avec les USA](#) (*Korean Central News Agency*, 16/09/17), tout en maintenant pragmatiquement que son pays reste [ouvert au dialogue](#) avec la « communauté internationale », États-Unis compris. Et, comme le soutient l'Ambassadeur **Eric Danon**, Directeur Général adjoint pour les Affaires politiques et de Sécurité du Ministère des Affaires étrangères français, il n'existerait à ce jour [aucun modèle alternatif de sécurité mondiale en dehors du nucléaire](#).

### Sommaire

- **Politiques profondes**, p.1
- **Economie politique internationale**, p.5
- **Cybersécurité/ Industrie numérique**, p.10
- **Innovations technologiques/ transhumanisme**, p.12
- **Ingénieries sociales**, p. 14

Il s'agit donc de mauvaises nouvelles pour les partisans de la non-prolifération. Effectivement, les régimes politiques des pays voulant se protéger de l'hégémonie occidentale voudront inévitablement rejoindre le club très fermé des pays nucléarisés, à commencer bien évidemment par l'Iran. [La Corée du Sud réfléchit aussi au nucléaire](#), de même que le Japon, pour leur sécurité vis-à-vis de leur voisin nord-coréen.

À plus long terme, [selon l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques \(IRIS\)](#), des pays tels que la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, l'Ukraine, le Brésil et l'Afrique du Sud seraient les premiers à avoir envie de suivre le chemin de la nucléarisation. Actuellement, les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine ont officiellement la bombe nucléaire et ont signé le Traité sur la non-prolifération (TNP) des armes nucléaires. À côté d'eux, l'Inde, le Pakistan et Israël ont acquis la bombe en dehors de tout traité. Ancienne signataire du TNP, la Corée du Nord l'a quitté en 2003, comme pour annoncer sa nucléarisation officielle à une période où l'interventionnisme américain à l'étranger était au plus haut.

Si la complexité et le coût d'une intervention américaine en Corée du Nord sont bien trop élevés, les bases américaines aux portes de la Chine (Japon, Corée du Sud, etc.) ont néanmoins de bonnes raisons de rester bien implantées sur place, et ce, grâce aux rodomontades de **Trump**. Rappelons que les USA, premiers donneurs de leçons de non-prolifération nucléaire, ont un arsenal immense (officiellement 4 018 têtes nucléaires) qu'ils ont été les seuls à utiliser contre le Japon en 1945.

Concernant le Dirigeant suprême de la République populaire démocratique de Corée, il est considéré par les universitaires étrangers travaillant sur place comme un réformateur du point de vue intérieur, après sa transition politique réussie à la mort de **Kim Jong-Il** en décembre 2011. Comme faits notables, il a multiplié par trois le nombre de zones économiques spéciales (régions géographiques où les lois économiques sont plus libérales que dans le reste du pays) et a largement [libéralisé le pays par rapport à ses prédécesseurs](#) (*Diplomatie* n° 89, Novembre/Décembre 2017, p.63). Subissant sanctions et embargos internationaux, l'économie nord-coréenne a étonnamment réussi à se développer (3,9 % de croissance en 2016 selon la Banque centrale de Corée du Sud) en comptant uniquement sur ses forces internes et sur des exportations vers la Chine (90 % des exportations nord-coréennes en 2016), selon le chercheur **Antoine Bondaz** (« Corée du Nord/États-Unis : jusqu'où ira la confrontation ? », *Politique étrangère*, vol. hiver, n° 4, 2017, p.103-114).

Autre donnée intéressante : d'après des rapports géologiques non confirmés, la Corée du Nord aurait [les premières réserves de terres rares au monde](#) (*Diplomatie* n° 89 Novembre/Décembre 2017, p.62). Ceci ferait de ce pays, aux ressources minières déjà très diversifiées, un pilier de ces matières minérales aux propriétés exceptionnelles utilisées dans la fabrication de produits de haute technologie.

Pour appréhender le cas interne nord-coréen à travers différents points de vue, à voir également les documentaires 1) pro-régime [À la découverte de la Corée du Nord d'Égalité et Réconciliation](#) et 2) anti-régime [Voyage dans la Corée du Nord de Kim Jong-un d'Enquête exclusive](#) (Groupe M6), pour tenter de se faire un avis objectif sur le pays le plus diabolisé par le monde occidental.

Quant à l'Europe, il s'agit de régler un autre problème de taille : celui de la sécurisation des dispositifs nucléaires face aux attaques asymétriques, comme l'a justement signalé le récent [documentaire alarmiste](#) d'Arte.

### La réorganisation anglo-saxonne au Moyen-Orient

Après [la mesure forte du président nord-américain Donald Trump](#) quant à l'arrêt des financements de la [CIA](#) aux *rebelles syriens* en juillet dernier, c'est au tour de la Grande-Bretagne de [clôturer son soutien](#) aux transfuges d'al-Qaïda ([Front Fatah al-Cham](#)) et autres *rebelles* liés à la confrérie des [Frères musulmans](#) ([Nour al-Din al-Zinki](#)). La coalition internationale (22 pays) contre le gouvernement élu de **Bachar Al-Assad** depuis 6 ans a donc perdu ses principaux acteurs, tandis que l'état-major russe a annoncé [la libération totale de la Syrie](#) de l'[État islamique](#).

### Les groupuscules armés wahhabo-takfristes pourraient se redéployer en Afrique

Le président de la [Commission de la Sécurité intérieure de la Chambre des représentants des États-Unis](#), **Michael Thomas McCaul**, considère que [l'Afrique sera le prochain point chaud de l'extrémisme islamiste](#) (*La voix de l'Amérique*, 08/12/17). En effet, après l'échec syrien, des territoires africains mal ou non gouvernés pourraient clairement être visés par ces groupes armés. Les [menaces hybrides asymétriques](#), liées au terrorisme et au crime organisé, ont encore de beaux jours devant elles malgré l'échec syrien.

### Jérusalem et l'axe néoconservateur (Washington-Riyad-Tel-Aviv)

La politique US est peut-être plus subtile qu'il n'y paraît sur Jérusalem. **Donald Trump** a déclaré reconnaître la ville sainte comme capitale d'Israël (une promesse de campagne tenue) et a précisé dans le même temps que le transfert de l'ambassade prendra des années. La temporalité est ici à souligner : l'ambassade ne quittera pas Tel-Aviv dans l'immédiat. De plus, ces propos ont le mérite de mettre à jour l'imposture d'une médiation américaine dans le conflit israélo-palestinien et ses négociations stériles [depuis 70 ans](#). Le parti pris US est pourtant évident. Cette reconnaissance purement symbolique va peut-être bien faire bouger la situation, en bien ou en mal selon le point de vue.

En tout cas, le coup semble calculé : selon [Le Point](#), en novembre dernier le prince héritier d'Arabie saoudite, **Mohammed Ben Salmane**, avait déjà émis l'idée au n° 1 de l'autorité palestinienne, **Mahmoud Abbas**, de renoncer à faire de Jérusalem-Est la capitale de l'inatteignable État palestinien au profit d'Abu Dis (petite ville à l'est de Jérusalem). À noter que **Mohammed Ben Salmane** est conseillé par le maître incontesté de l'ubiquité, **Jacques Attali** ([ils se connaissent depuis 8 ans](#)). Ce dernier, qui a découvert et promu l'actuel président français **Emmanuel Macron**, avait déjà exprimé en 2011 son souhait de voir [Jérusalem comme capitale d'un futur gouvernement mondial](#) dans une interview sur *Public Sénat*.

Le rapprochement israélo-saoudien, [relevé dès l'année dernière](#), a récemment été confirmé par le général israélien **Gadi Eizenkot** dans [une interview parue sur le journal saoudien en ligne Elaph](#) (basé à Londres). Pour la première fois, un gradé israélien a donc donné une interview à un journal lié à l'Arabie saoudite, en plaidant pour l'échange de renseignements confidentiels entre les deux pays sur l'Iran. Israël a également récemment [signé un accord bilatéral](#) avec l'OTAN pour faciliter les échanges de renseignements classifiés.

L'Arabie Saoudite ira-t-elle au bout de la logique en abandonnant la question palestinienne pour accentuer la coalition contre l'Iran, en partenariat avec Israël ? [Le Saker Francophone](#) relève des éléments qui iraient dans ce sens. Difficile à tenir en matière d'image, mais les relations aujourd'hui assumées avec Israël ouvrent de nombreux champs de possibilités. L'axe [Washington-Riyad-Tel-Aviv](#) est donc officiellement acté. Effectif depuis des décennies à travers le fameux courant néoconservateur, les visées géopolitiques, énergétiques et eschatologiques de ses partisans ne sont pas à prendre la légère ; ou quand le sionisme (judaïsme politique), le wahhabisme (l'islam politique) et le christianisme évangéliste convergent officiellement.

La décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël pourrait finalement être [un cadeau empoisonné pour Israël](#) dans sa tentative de normalisation des rapports avec ses voisins. Mais certains, comme le Cheikh **Rached Ghannouchi**, président du parti islamiste tunisien Ennahdha (issu des Frères musulmans), auraient également eu la volonté d'introduire un dialogue en [rencontrant en secret](#) des dirigeants israéliens à Washington. L'information reste encore à confirmer, mais ce même individu s'était déjà [précédemment engagé](#) à faciliter l'ouverture d'une représentation officielle d'Israël en Tunisie.

### **La société privée Stratfor (renseignement) valide l'axe Moscou-Pékin-Téhéran**

Le propos de l'analyste **Sarang Shidore** pour Stratfor (entreprise traduisant [la vision politique](#) de la CIA), ne nie plus l'évidence, à savoir [l'alliance informelle Chine-Russie](#) effective depuis la crise ukrainienne de 2014. Avant sa visite en Chine le mois dernier, le président russe **Vladimir Poutine** déclarait : « Dire que nos deux pays coopèrent stratégiquement est dépassé. [Nous travaillons désormais ensemble sur tous les grands sujets](#) ». L'auteur assimile cet axe à une nouvelle bipolarité, à laquelle se greffe l'Iran. [La Chine investit d'ailleurs massivement](#) dans ce dernier pays et compte y développer ses échanges économiques pour atteindre les 600 Md \$ en 10 ans, soit l'actuel volume du commerce entre les USA et la Chine (*Géoéconomie* n° 82, juin-juillet 2017, p.59). Des pourparlers sont également en cours pour intégrer l'Iran dans l'Organisation de coopération de Shanghai, [une alliance sécuritaire et économique](#) en devenir.

La Turquie n'est cependant pas intégrée à cet axe. Pourtant de nombreux éléments poussent cette dernière à remettre en question son appartenance à la politique étrangère néoconservatrice. **Yalcin Topcu**, conseiller en chef du président turc **Recep Tayyip Erdogan**, a d'ailleurs plaidé publiquement pour une [reconsidération de l'appartenance de la Turquie à l'OTAN](#). D'autres pays comme la Hongrie, la Grèce, la Slovaquie et l'Islande [réfléchissent également au coût de leur adhésion à l'atlantisme](#), pendant que « l'Europe de la défense » (infaisable sans la Grande-Bretagne) [avance a très petit pas](#). Est-ce que cette alliance Chine-Russie résistera à l'après-Vladimir Poutine-Xi Jinping ? Rien n'est moins sûr.

### **Brexit : des chiffres à contre-courant et des bâtons dans les roues**

Si le Brexit amène son lot de difficultés au Royaume, **l'industrie britannique engrange ses plus fortes commandes depuis 1988**. À l'image de l'actuelle politique intérieure américaine, le pays veut **miser sur une réindustrialisation**. Ce point n'a pas échappé à la 1<sup>re</sup> puissance économique mondiale, la Chine (dette publique et privée en 2015 : **27 000 milliards de dollars**, soit un endettement de 250 % à 300 %, selon *Géoéconomie* n° 82, juin-juillet 2017, p.62), qui **privilégie des investissements sur place plutôt que dans les pays membres de l'Union européenne**. Un **fond d'investissement bilatéral de plusieurs milliards de dollars** serait notamment prévu. *L'Express* confirme également que la fuite massive des capitaux de la City suite au référendum sur le Brexit est « **une légende** », en s'appuyant sur une étude récente du *Financial Times*.

Le Brexit va d'ailleurs priver l'UE de 10 Mds € de recettes par an et rapporter autant aux Britanniques selon *Le Monde* (28 novembre 2017). Quant au coût du retrait de la Grande-Bretagne de l'UE, il s'élèverait de **45 à 55 Mds € par an** selon la presse britannique, jusqu'à 60 milliards d'euros par an selon l'Institut allemand Ifo. Ce dernier a d'ailleurs produit une étude qui révèle que les États membres pourraient devoir **déboursier jusqu'à 44 Mds € supplémentaires par an** pour combler l'absence des Anglais, qui étaient contributeurs nets de l'UE. Les pays membres contributeurs nets restant, comme la France, vont probablement pâtir de cette situation. Le Brexit implique également **une réduction de 14,8 % du budget Fonds européen de développement** (aide au développement à l'Afrique), Londres étant l'un de ses plus généreux contributeurs (409 M£). À partir de 2019, les intérêts britanniques se concentreront vers son ancien empire du Commonwealth. Ces chiffres toujours provisoires fluctueront selon les aléas des pourparlers.

Selon **les dernières négociations**, il n'y aura pas de frontière physique entre l'Irlande et la province britannique d'Irlande du Nord et les droits des 3 millions d'Européens habitant outre-Manche et du million d'expatriés britanniques dans l'UE seront conservés. Pour la suite, il est certain que **tout sera fait pour que la GB soit sanctionnée durement pour sa sortie de l'UE**, car dans le cas contraire, d'autres pays très eurosceptiques comme l'Italie pourraient se pencher vers un *exit*.

### **Quelques bons chiffres pour les États-Unis également**

Loin des catastrophes annoncées par la grande majorité de l'intelligentsia occidentale (politiques, universitaires, journalistiques, etc.), le cousin américain témoigne de quelques signes économiques positifs sur le plan interne. Une hausse de 25 % de l'indice boursier *Dow Jones*, une croissance proche des 3 %, un taux de chômage à 4,2 % (plus bas niveau depuis 15 ans), un endettement des ménages au plus bas depuis 1980, 1 million d'emplois créés depuis novembre 2016 et des ventes de nouveaux logements au plus haut depuis 25 ans, **selon *Challenges***.

Des chiffres tout de même à relativiser au vu de l'endettement et de [la pauvreté](#) qui règnent dans ce pays. Nous attendons maintenant de voir les conséquences de la réforme fiscale de grande ampleur annoncée par le gouvernement US.

Sur le plan extérieur, [selon l'Institut Jacques Delors](#), l'hostilité de **Donald Trump** à propos des accords de libre-échange (retrait de l'Accord de partenariat transpacifique ou TPP) donne une bonne impulsion :

1) aux ambitions économiques chinoises par le biais de la Nouvelle Route de la soie (route économique et commerciale allant de Shanghai à Berlin) ;

2) à l'UE via de nouveaux accords de libre-circulation conclus avec le Japon et en cours avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le MERCOSUR. Notons que malgré les nombreuses menaces contre le libre-échange, seul le retrait du TPP a été acté par les USA, le reste des accords comme l'ALENA faisant plutôt l'objet de renégociations.

### **Les lois extraterritoriales américaines : Airbus dans le viseur US**

Nous apprenons aujourd'hui, un an après les faits, que la société Airbus a révélé au Département d'État US en novembre 2016 qu'il y avait des inexactitudes dans ses déclarations faites concernant des demandes de licences d'exportation d'équipements militaires adressées à Washington. Par le biais de la loi américaine *International Traffic in Arms Regulations* (la Réglementation sur le trafic d'armes international), [la justice US a donc ouvert une enquête](#) fin octobre 2017 à ce propos. Nous pouvons soupçonner une énième possibilité de saboter un fleuron stratégique européen, peut-être en réponse aux récentes tentatives de régulation européennes sur des entreprises outre-Atlantique (Airbnb, les GAFAM, etc.).

Pendant ce temps-là, l'Allemand Siemens a pour [ambition de finaliser le démantèlement d'Alstom](#), ou du moins ce qu'il en reste : sa branche ferroviaire. En effet, la branche énergie (fabrication de turbines) d'Alstom avait déjà été acquise par l'américain General Electric ; [une opération validée par l'ancien ministre de l'Économie et de l'Industrie, Emmanuel Macron](#).

Pour rappel, une entreprise quelconque liée à un service, à un marché financier ou cotée en bourse aux USA est soumise à l'extraterritorialité de la loi américaine partout dans le monde, par le biais du *Foreign Corrupt Practices Act* (la lutte contre la corruption d'agents publics à l'étranger). Selon **Éric Denecé**, président du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), les groupes français directement menacés par [la guerre économique des États-Unis](#) sont Airbus, Sanofi, Areva et la Société Générale.

## Le point sur les cryptomonnaies : le Bitcoin, une pyramide de Ponzi ?

Le bitcoin, qui [défraye actuellement la chronique](#), est la monnaie virtuelle la plus célèbre parmi environ [1 300 autres cybermonnaies](#). Née un an après la crise de 2008, elle a commencé à prendre de l'ampleur suite aux révélations d'**Edward Snowden** concernant la surveillance de masse par la [NSA \(Agence nationale de la sécurité US\)](#). En effet, cette monnaie circule librement sans entrave ni frais et ne dépend d'aucun État, d'aucune banque, d'aucune autorité centrale ou de matière première.

La particularité de cette monnaie est qu'elle ne repose sur aucune réalité tangible mise à part la confiance qu'on lui accorde, ce qui lui octroie de fortes possibilités de fluctuations, ainsi que des risques cryptojacking de par sa virtualité (voir à ce propos notre rubrique « Cybersécurité/ Industrie numérique » ci-dessous). Ces monnaies virtuelles posent aussi un problème de taille sur les conséquences majeures d'une « société sans cash », sujet sur lequel nous reviendrons en détail dans un prochain numéro.

Le bitcoin a en tout cas bénéficié d'une légitimité supplémentaire avec son entrée le 10 décembre 2017 à la [Bourse de Chicago](#), où il fait l'objet de contrats spéculatifs. Le [Chicago Mercantile Exchange \(CME\)](#) va suivre la tendance, ainsi que le [Nasdaq l'année prochaine](#). Si une lutte officielle contre le bitcoin s'organise, des banques comme [Goldman Sachs](#), et des sociétés comme [BlackRock](#) ou [Hive Blockchain Technologies](#) (coté à plus de [800 M\\$ canadiens en bourse](#)), comptent au contraire se positionner pour nous confectionner de nouveaux produits financiers.

Mais il semble que le bitcoin est très certainement dans une importante bulle qui va finir par éclater, selon les prix Nobel d'économie **Joseph Stiglitz** et **Jean Tirolle** et [l'économiste spécialiste des questions monétaires](#) du parti [Union Populaire Républicaine \(UPR\)](#) **Vincent Brousseau**. Il est malgré tout indéniable que les cryptomonnaies vont voir leur importance s'accroître à l'avenir. Et c'est, une fois de plus, au sein de la *Silicon Valley* que se posent les bénéficiaires de ce système : les frères **Tyler** et **Cameron Winklevoss**, [les premiers milliardaires en bitcoin](#). Ils sont notamment connus pour avoir porté en justice **Mark Zuckerberg**, n° 1 de [Facebook](#), en revendiquant avoir eu l'idée de la création du réseau social.

## Ou une alternative réelle ?

Ces deux derniers mois, le Venezuela et la Russie [ont annoncé](#) la création de monnaies virtuelles nationales. [Le Petro](#) pour le premier (basé sur ses réserves pétrolières, son gaz, ses stocks d'or et de diamants) et [le CyptoRouble](#) pour le second, n'auraient donc que peu à voir avec le Bitcoin vu que l'État en gérerait l'émission et la régulation. Elles auraient par contre le dangereux intérêt d'être un moyen de paiement alternatif au dollar pour les transactions financières et les échanges commerciaux internationaux ; la monnaie nord-américaine étant la devise de référence des échanges économiques internationaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Iran réfléchit également à [utiliser des cryptomonnaies](#) comme manœuvre politique pour lutter contre les sanctions de la nouvelle administration US.

Si les cryptomonnaies décentralisées peuvent être source d'émancipation géoéconomique pour les pays dans le viseur du Roi dollar, ce n'est certainement pas le cas du Bitcoin qui est un outil plus individuel. Alors que **80 % des bitcoins du monde** étaient utilisés en Chine l'année dernière, les autorités locales **se sont sérieusement saisies du sujet** depuis 2017 pour restreindre son utilisation et son développement.

La puissance de calcul que nécessite actuellement le Bitcoin consomme déjà **plus d'électricité que 159 pays cumulés** (pas les plus énergivores). Sa consommation électrique est estimée à 56 fois celle du système Visa.

Le faible prix de l'électricité au Venezuela couplé à ses problèmes économiques expliquent également l'attractivité du bitcoin dans ce pays. Notons enfin que la majorité de la production de l'électricité mondiale (40 %) est toujours issue du charbon.

### **La lente fin du dollar comme unique monnaie de transaction à l'international**

**Certaines rumeurs** commencent à **être récurrentes** depuis quelques mois concernant l'Arabie saoudite : elle pourrait ouvrir la voie à des accords bilatéraux de pétrole libellés en yuan indexé sur l'or avec la Chine (premier importateur de pétrole du monde). Perceptible depuis quelques années, c'est l'avantage économique exceptionnel des États-Unis, avec son pétrodollar, qui s'érode lentement ; la devise yuan indexée sur l'or ou la fin de presque un demi-siècle de suprématie monétaire US.

### **Les paradis fiscaux sont définitivement intégrés à l'UE**

La Commission européenne a dévoilé sa liste noire des paradis fiscaux en précisant qu'**aucun des 28 pays membres de l'UE n'y serait inscrit**. Certains eurodéputés « **songent** » à ajouter les bénéficiaires bien connus de l'évasion/optimisation fiscale sur le continent : l'Irlande, Malte, les Pays-Bas et bien entendu le Luxembourg (son ancien 1<sup>er</sup> ministre **Jean-Claude Juncker** est d'ailleurs le n° 1 de cette même Commission depuis 2014). Nous pouvons compléter la liste avec le Liechtenstein, Jersey, l'île de Man, Monaco, Andorre...

À voir à ce sujet l'édifiant récapitulatif du *JT de l'or n° 24* intitulé « Comment on vous enfume sur les paradis fiscaux ».

Et pour clore tout débat sur le propos, mémorisons qu'**il est légalement impossible de réguler l'évasion fiscale au sein de l'UE** d'après l'article 63 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne :

« 1. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

2. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites ».



## À quand la prochaine crise financière ?

C'est la seconde fois en 1 siècle que l'indice de Shiller (qui analyse les probabilités de bulles financières) **dépasse son record** : la dernière fois qu'un tel niveau d'euphorie boursière avait été atteint, c'était juste avant le krach de 1929, soit la plus grande crise économique du XXe siècle. Des points communs également avec l'avant-crise de 2008 : la Banque des règlements internationaux (« **la banque centrale des banques centrales** »), la Banque d'Angleterre et le célèbre gestionnaire de fonds **Neil Woodford** relèvent **des signaux économiques inquiétants** dans le monde : surchauffe des marchés financiers, dette des consommateurs et des devises et actifs financiers surévalués.

La Bundesbank juge également que **l'économie allemande est plus fragile qu'il n'y paraît**, avec des prix immobiliers survalorisés de 15 % à 30 % et des banques parmi les moins rentables du continent, avec un rendement des actifs parmi les plus bas et un ratio coût/bénéfice le plus élevé de la zone euro (74,9 %).

À ce propos, le rapport confidentiel gouvernemental allemand *Prospective stratégique 2040* a été révélé par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* : le Ministère fédéral allemand de la Défense a **officiellement entériné la possibilité d'un effondrement de l'UE**. En lien, la Banque centrale européenne (BCE) a émis l'idée, prévue de longue date par les économistes sérieux, d'abolir la limite de 100 000 € garantis en cas d'opération de sauvetage ou de faillite bancaire (*Faits & Document* n° 443, 15/11/17 - 15/12/17 p.8 et 9). Parallèlement, **François Villeroy de Galhau**, gouverneur de la Banque de France, a **lancé un appel** en faveur de moins de régulation et plus de fusions-acquisitions bancaires dans l'UE, en prenant pour modèle le secteur bancaire US...

Et pour finir, une énième étude prouve que **les inégalités socio-économiques et la concentration des capitaux** se sont accrues dans le monde entier ou presque depuis plus de 30 ans, selon un rapport du World Wealth and Income Database (travail collectif de plus d'une centaine de chercheurs).

## Les risques cyber en 2018

L'année 2017 aura été significative au niveau des cyberattaques d'ampleur mondiale. L'éditeur [Malwarebytes](#) propose [sa liste de menaces informatiques](#) pour 2018 :

- une augmentation de la cybercriminalité clandestine et des menaces reposant sur le cryptojacking (visant les utilisateurs de cryptomonnaies) ;
- des [attaques basées sur PowerShell](#) (suite logicielle développée par [Microsoft](#)) ;
- une attention particulière doit être portée sur les cibles poreuses telles que les établissements d'enseignement ou les logiciels de sécurité, symbole de confiance ;
- des vers discrets vecteurs de malwares vont probablement continuer de se développer ;
- le secteur à la mode de l'Internet des Objets ([enceintes connectées](#), [vêtements intelligents](#), etc.) comporte [des risques d'espionnage majeurs](#). Selon [l'institut d'études Gartner](#), il existerait près de 8 milliards d'objets connectés à Internet dans le monde ; en 2020, ils pourraient atteindre [le nombre de 50 milliards](#) selon [Cisco](#).
- l'industrie énergétique est également de plus en plus visée ; l'exemple ukrainien montre qu'une attaque informatique bien préparée [peut faire tomber le réseau électrique d'un pays](#).

## Surveillance de masse : Silicon Valley et Renseignement US main dans la main

L'ancien cadre haut gradé du renseignement US à la [NSA](#), **William Binney**, nous révèle que [80 % des appels audio mondiaux sont enregistrés et conservés aux États-Unis](#), en plus des métadonnées massivement collectées. Et ce n'est pas le plus grave, il confirme également que le renseignement US ne se cantonne pas uniquement à ses prérogatives : **Binney** déclare ni plus ni moins au quotidien d'information britannique *The Guardian* que « [le but ultime de la NSA est le contrôle total de la population](#) ».

En rapport, une traduction d'une imposante investigation du journaliste **Nafeez Ahmed** (2015) a été mise en ligne. Selon l'auteur, à l'instar de nombreuses entreprises stratégiques US, [Google](#) aurait été soutenu et [financé par le Pentagone, la CIA et la NSA](#) dès sa création. Aujourd'hui, la société aurait toujours des liens très puissants avec la communauté du renseignement US ([17 agences de renseignement](#) au total). Si les révélations du lanceur d'alerte **Edward Snowden** avaient déjà démontré les liens de la *Silicon Valley* (de **Bill Gates** à **Marc Zuckerberg**) avec la communauté du renseignement, nous vous invitons à prolonger l'étude avec [le dossier de Dedefensa](#) sur les liens entre la [CIA](#) et **Jeff Bezos**, n° 1 d'[Amazon](#) et propriétaire du *Washington Post* (depuis 2013).

Dans un avenir proche, ce serait 966 exaoctets de métadonnées qui pourraient être collectées chaque année. À titre de comparaison, la quantité totale de connaissances depuis les débuts de l'humanité jusqu'en 2003 ne représentait que 5 exaoctets, selon l'ancien directeur de [Google](#), **Eric Schmidt**. Et il en sait quelque chose : le système d'exploitation mobile *Android* ([Google](#)) a été récemment pincé pour [avoir ponctionné des données de géolocalisation](#).

Pour approfondir ce sujet, nous renvoyons à la troisième partie d'une vaste étude que nous avons menée en 2016, à propos [des conséquences juridiques et cyber du phénomène terroriste](#) en France et aux États-Unis principalement.

### **L'enjeu géostratégique des câbles de télécommunication sous-marins**

Vu que 99 % des flux numériques transitent par des câbles de télécommunication sous-marins (moins de 20 câbles relient l'Europe et les États-Unis), la France doit améliorer sa vigilance [contre l'espionnage des Anglo-Saxons](#). Le Royaume-Uni a notamment un rôle déterminant dans le dispositif d'espionnage de la [NSA](#) et des [Five Eyes](#) (alliance des services de renseignement de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis), car il y transite quasiment l'intégralité des échanges entre l'Europe et l'Amérique. Il s'agirait également de se prémunir contre l'Allemagne, qui a [très probablement espionné la France pour le compte de la NSA](#). Si nous parlons de couple franco-allemand dans l'Hexagone, le terme n'existe pas outre-Rhin, contrairement à celui de couple germano-américain.

### **Facebook, le réseau asocial continue de ficher ses utilisateurs**

[Facebook](#) [récupère toutes les données disponibles](#) sur les autres sites ouverts sur l'ordinateur et sur le téléphone grâce à ses algorithmes. De plus, la société acquiert régulièrement des données à des tiers pour alimenter son intelligence artificielle (IA). Tout ceci en plus de [déchirer le tissu social, crée des effets addictifs néfastes](#), comme l'ont récemment dénoncé d'anciens cadres de l'entreprise. Une fois n'est pas coutume, les personnes qui connaissent le mieux les nouvelles technologies informatiques, parce qu'ils les ont créées, sont les premières à s'en détourner et surtout [à préserver leur progéniture d'une exposition précoce](#).

### **L'UE toujours sous la tutelle des GAFAM**

Pendant ce temps, les tentatives de protections des données personnelles à l'échelle européenne (négociations USA-UE : *Safe Harbor* puis *Privacy Shield*) [peinent à émerger](#), depuis maintenant plusieurs années. Et comme [les États-Unis mettent fin à la neutralité d'internet](#), c'est-à-dire le traitement égal de tous les sites par les fournisseurs d'accès, les instances européennes vont peut-être commencer à agir vu que la législation US préfigure la loi européenne concernant Internet (du moins avant **Trump**). Les GAFAM peuvent continuer de récolter et stocker les données des Européens en attendant. À noter que cette mesure polémique de fin de neutralité du Net peut être bénéfique pour les entreprises numériques US, mais peut aussi être comprise comme un moyen pour l'administration **Trump** de faire pression sur la connec-

tivité des GAFAM en cas d'obstruction à l'État. Le capitalisme industriel étant plutôt du côté du gouvernement, celui des nouvelles technologies lui est plutôt hostile.

Du côté des BRICS, l'idée de [créer un internet alternatif pour les pays membres](#) ressurgit à l'initiative de la Russie. Mais cet internet n'aurait bien entendu d'alternatif que les instances qui en auraient le contrôle : dans un prochain numéro nous ferons l'état des lieux de la surveillance numérique mise en place dans les pays non occidentaux, notamment en Russie et surtout en Chine.

## INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

### TRANSHUMANISME

#### Les IA de plus en plus performantes

Google Brain, la division Google spécialisée dans l'intelligence artificielle, vient de créer *AutoML*, une IA atteignant un record de performance avec une capacité d'identifier des objets d'une précision de 82,7 %. Toutes les IA précédentes atteignaient le score de 81,5 %. Entre l'alarmisme hystérique et l'optimisme délirant à propos du développement de l'IA, le think tank Renaissance numérique [défend un cadre réglementaire](#) suffisamment libéral pour faciliter les recherches dans ce secteur en France et dans l'UE, tout en maintenant que l'homme doit garder la main sur ses technologies, qui seraient loin de nous asservir dans l'immédiat. L'actuelle IA faible (réduite et spécialisée) est à distinguer de l'IA forte à venir (autonome et multitâche).

#### Télécharger un cerveau virtuel dans un autre habitacle que le corps naturel

Le collectif OpenWorms a analysé minutieusement le cerveau du ver *Caenorhabditis elegans* pour le reproduire virtuellement et le télécharger dans un robot Lego. Résultat : sans aucune programmation, [le cerveau virtuel a pris le contrôle du robot](#), qui s'est comporté comme l'animal et a même réagi à la simulation des capteurs de nourriture destinés au ver.

#### Manipulation génétique à petite échelle : des biohackers commencent à bidouiller leur propre corps

Des individus (qualifiés) tentent de modifier leur génome ou de s'implanter de manière artisanale des dispositifs électroniques [pour accroître leurs capacités](#). Si l'expérience a par exemple été effectuée par **Josiah Zayner**, diplômé en biophysique moléculaire (Université de Chicago), sa diffusion en direct sur Facebook a pour objectif de démontrer que l'édition du génome peut être effectuée par le commun des mortels avec peu de matériel. L'homme augmenté pour tous ?

## **Manipulation génétique à grande échelle : Bill Gates et l'armée US**

L'agence militaire états-unienne DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) et le milliardaire *philanthrope* **Bill Gates** auraient investi 100 M\$ dans le «forçage génétique». Cette technique de manipulation génétique a pour but de modifier un gène pour qu'il soit ensuite rapidement transmissible à toute une espèce animale ou végétale. Ceci pourrait, par exemple, limiter la capacité de reproduction d'une espèce, la rendre plus sensible ou insensible à une maladie ou à un produit chimique. Des expérimentations pourraient se dérouler en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Burkina Faso, en Ouganda, au Mali et au Ghana. La Fondation Bill & Melinda Gates aurait également consacré 1,6 M\$ en lobbying via la société Emerging A.G pour promouvoir cette tendance.

## **La géo-ingénierie en expérimentation pour réduire les émissions de gaz à effet de serre**

Deux procédés principaux composent la géo-ingénierie :

- 1) le management des radiations solaires (SRM) par pulvérisation d'un nuage à base de sulfates, qui réfracterait les rayons solaires ;
- 2) l'ensemencement des océans qui accélère la capacité de capture du carbone. Si un moratoire adopté par l'ONU en 2010 interdit l'utilisation de ces techniques, les États-Unis n'ont pas signé cette convention et comptent donc réaliser **une expérience sur le SRM à ciel ouvert en Arizona**, courant 2018. Le projet est dirigé par l'Université Harvard, financé par la Fondation Bill & Melinda Gates (toujours dans les bons coups) et par l'industrie spatiale dans l'objectif d'évaluer les coûts, les bénéfices et les risques de l'opération. De plus, une expérimentation similaire aura lieu la même année en Californie, cette fois-ci menée par des climatologues de l'Université de Washington et des ingénieurs de la *Silicon Valley*. D'autres pays comme la Corée du Sud compteraient expérimenter l'ensemencement des océans, tandis que la Russie et la Chine suivraient également toutes ces affaires de près.

### **Facebook finance directement la presse française, pour contrer les Fake news ?**

Après l'État, la publicité, le complexe militaro-industriel et le secteur bancaire, c'est maintenant au tour de Facebook de venir sauver financièrement les médias français déficitaires. Selon [une étude](#) de **Nicolas Becquet**, de l'Observatoire européen du journalisme, entre 100 000 et 200 000 € mensuels renouvelables tous les six mois sont distribués à des journaux tels que *TF1, Le Figaro, Le Parisien* ou *Le Monde* pour qu'ils produisent du contenu directement sur le réseau social. Au vu de la purge par laquelle s'est récemment illustrée Facebook sur les contenus idéologiquement déviants (*Marsault, NordPresse, Égalité & Réconciliation*, etc.), il semble à contrario essentiel de ne pas trop être dépendant de [ces entreprises de la Silicon Valley, engagées politiquement](#).

Google et Facebook ne veulent d'ailleurs pas que le point de vue des médias russes ait le même degré d'impact que celui des médias occidentaux. Le prochain lancement de la chaîne pro-russe *RT France* doit en faire rigoler certains au Kremlin.

### **Le « populisme », un retour à la normalité ?**

Face aux **Trump**, Brexit et autres populismes en tout genre, le démographe **Emmanuel Todd** se fait régulièrement un plaisir de critiquer le mépris de classe des élites occidentales face à leur population, à travers son entretien avec *Télérama* ([voir à 47:00](#)). Le succès de la tendance populiste ne serait selon lui qu'un simple retour à la normalité politique, notamment en Europe qui, dans une perspective historique longue, a une tradition de dirigeant autoritaire. De nos jours, quand le *leader* « populiste » est soutenu par la majorité de la population, les démocrates occidentaux n'ont plus que l'excuse d'une population bête et/ou endoctrinée. Comme en Russie, où [84,4 % des Russes seraient satisfaits de leur président](#) ou comme en Corée du Nord, où, contrairement à certains a priori, la population y est très éduquée, avec un taux d'alphabétisation à 100 %.

### **Les écoliers français parmi les plus nuls en lecture en Europe**

Prenez des smartphones, des réseaux sociaux et des réformes scolaires sans queue ni tête (cf. les travaux de l'essayiste **Jean-Paul Brighelli**) et voyez le résultat : les élèves français de CM1 (9 ans) se placent en [dernière position en niveau de lecture](#) par rapport aux autres élèves des États européens et atteignent le rang de 34e sur 50 pays. La priorité donnée à l'écriture inclusive et à la lutte contre les inégalités de genre à l'école, au détriment de [l'illettrisme](#) et la [baisse de 3,8 points de QI](#) des Français ces 10 dernières années, illustre parfaitement la situation.

---

*Reproduction strictement interdite sans autorisation.*

*Les éléments d'analyses peuvent être utilisés en citant explicitement la source Géopolitique Profonde.*

[www.geopolitique-profonde.com](http://www.geopolitique-profonde.com)

GFP



VKONTAKTE



FACEBOOK



VIADEO



LINKEDIN

**MENTIONS LEGALES**

Géopolitique Profonde

Franck Pengam

6 rue de Musset

75016 PARIS

Siren : 833 752 652

Contact : [geopolitique.profonde@protonmail.com](mailto:geopolitique.profonde@protonmail.com)